

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TRANSPORT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 002/AONR/MINT/CIPM/2025 DU 21 MAI 2025 RELATIF A L'AUDIT DE LA
SECURITE ROUTIERE. EN PROCEDURE D'URGENCE

Financement : Fonds Routier,
Exercices : 2025

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le souci de rendre les axes routiers plus sûrs, propices à l'intensification du trafic routier et réduire la part des accidents imputables au réseau routier, le Ministre des Transports (MINT), Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour l'Audit de la sécurité routière.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt n°002/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2025 du 21 Mai 2025 publié le 23 juin 2025.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La mission consistera à faire l'état du point de vue de la sécurité routière, des axes routiers ci-après en deux lots :

LOT 1	LOT 2
Yaoundé – Bertoua	Bertoua – Ngaoundéré

Le consultant procédera pour chaque tranche :

1. L'élaboration de la méthodologie d'audit de sécurité routière basé sur l'élaboration des listes des vérifications à effectuer.
2. la collecte et le traitement des données à travers :
 - le diagnostic d'accidentologie des axes routiers;
 - le diagnostic des divers dispositifs de sécurité routière, avec prise en compte des préoccupations des divers groupes d'usagers ;
 - la détection des lacunes de sécurité susceptibles de produire un accident ou de toucher la sécurité des usagers.
3. la formulation des mesures correctives pour l'amélioration de la situation

3. ALLOTISSEMENT

Cette prestation comprend deux (02) lots ci-après définis :

LOT 1	LOT 2
Yaoundé – Bertoua	Bertoua – Ngaoundéré

4. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent millions (100 000 000) Francs CFA TTC, soit cinquante millions (50.000.000) par lot.

N° Lot	Axes routiers	Montant	N° Lot	Axes routiers	Montant
1	Yaoundé - Bertoua	50 000 000	2	Bertoua – Ngaoundéré	50 000 000

5. DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de *quatre (04)* mois calendaires par lot. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux entreprises figurant sur la liste restreinte issu de l'Appel A Manifestation d'Intérêts (AAMI) n° 002/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2025 du 21 Mai 2025.

• LOT 1

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1	MERDORLF SARL	Tel: 677 75 26 33/222 22 05 56 B.P: 35159 Yaoundé
2	GREENFIELD	Tel: 699 55 86 41/677 39 01 89 B.P: 35160 Yaoundé
3	WHITE DOVE	Tel : 679 28 23 86/677 53 48 06 B.P: 3774 Yaoundé

• LOT 2

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1	MERDORLF SARL	Tel: 677 75 26 33/222 22 05 56 B.P: 35159 Yaoundé
2	GREENFIELD	Tel: 699 55 86 41/677 39 01 89 B.P: 35160 Yaoundé
3	WHITE DOVE	Tel : 679 28 23 86/677 53 48 06

		B.P: 3774 Yaoundé	
--	--	-------------------	--

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Fonds Routier, Exercice : 2025.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne exclusivement.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet, Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission d'un montant d'un million (1.000.000) de francs CFA toutes taxes comprises (TTC) par lot timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Toute caution de soumission doit être accompagnée d'un récépissé CDEC.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au service des marchés, numéro de porte C120, téléphone : (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au service des marchés porte C120, téléphone : (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable (des frais d'achat du DAO) de cent mille (100 000) Francs CFA au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

La soumission étant exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 07/11/2025 à 13h. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde en plus de la mention ci-dessous au Service des Marchés dans les délais impartis :

N° 002 **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**
/AONR/MINT/CIPM/2025 DU 07 NOV. 2025 POUR L'AUDIT DE
LA SECURITE ROUTIERE.
FINANCEMENT : FONDS ROUTIER-EXERCICE 2025
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

La soumission étant en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituent l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 50 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : la copie de sauvegarde doit être réparties dans trois clés USB différentes à savoir :

- 1^{er} clé contenant le dossier administratif et l'offre technique ;
- 2^{eme} clé contenant l'offre financière ;
- 3^{eme} clé contenant l'offre financière témoin.

13. RECEVABILITÉ DES OFFRES

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (gouverneur, Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date limite de dépôt

des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

En outre, les originaux des offres administratives, techniques et financiers paraphées, rédigées en français ou en anglais, seront déposées sous pli scellé au Service des Marchés du Ministère des Transports au plus tard le 21/11/2025 à 13 heures et devront porter la mention ci-dessous.

N° 002 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONR/MINT/CIPM/2025 DU 002 POUR L'AUDIT DE
LA SECURITE ROUTIERE.
FINANCEMENT : FONDS ROUTIER-EXERCICE 2025
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres sera effectuée en deux temps.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le 21/11/2025 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Transports dans la salle de du bâtiment rond du MINT.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 seront ouvertes le 21/11/2025 à 14 heures par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITÈRES D'ÉVALUATIONS

Les offres seront évaluées selon les principaux critères ci-après déclinés.
L'évaluation des offres se fera sur la base des critères éliminatoires et essentiels

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'un critère éliminatoire entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire notamment :

1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. Non-respect du format de fichier des offres ;
4. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces en lieu et place des copies certifiées ou originaux ;
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années
6. Note technique inférieure à 80 points sur 100
7. Absence de la charte d'intégrité ;
8. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
9. Absence de l'offre financière témoin.
10. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP'S ;
11. Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDPU) ;
12. CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé » ;
13. Absence des originaux des offres physiques.

15.1. Critères essentiels

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	05 points ;
2	Expérience du Soumissionnaire	25 points
3	Compréhension des Termes de Référence	10 points ;
4	Méthodologie et plan de travail et planification	10 points ;
5	Compétence du personnel clé pour la mission	30 points.
6	Moyen logistique et matériels	10 points
7	Capacité de financement 25.000 000 et chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années	10 points
	Total	100 points

Les offres n'ayant pas obtenu au moins une note de 80 points sur 100 des critères essentiels, seront éliminées pour la suite de la procédure.

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS

Un candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs lots et peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

18. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite des offres.

19. RABAIS

Pour être pris en compte, les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettres et en chiffres et non manuscrits sur la lettre de soumission.

20. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à service des marchés, numéro de porte C120, téléphone : (237) 222 23 31 73 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro

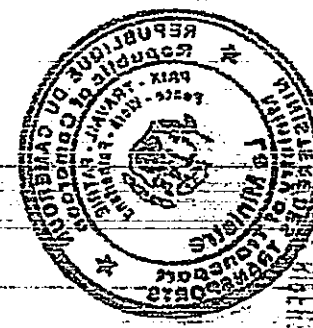
Fait à Yaoundé, le 04 NOV 2025

Ampliation :

- MINT
- ARMP
- Président -CIPM-SPI
- Affichage
- SMAR/archivage



[Signature]
BIBEHE Jean-Ernest Masséna



RIELLE
L. 4/10/69

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TRANSPORT

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS UNDER EMERGENCY
PROCEDURE No. 002/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2025 dated May 21, 2025, published on June 23, 2025
REGARDING THE ROAD SAFETY AUDIT UNDER EMERGENCY PROCEDURE

Financing: Road Fund
Fiscal Year: 2025

1. PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS

In an effort to make road corridors safer, more conducive to increased traffic flow, and to reduce the share of accidents attributable to the road network, the Minister of Transport (MINF) Project Owner, is launching a Restricted National Call for Tenders under an emergency procedure for the Road Safety Audit.

This Call for Tenders follows the Expression of Interest No. 002/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2025 dated May 21, 2025, published on June 23, 2025.

2. SCOPE OF SERVICES

The mission will consist of assessing the road safety status of the following road corridors, divided into two lots:

LOT 1	LOT 2
Yaounde – Bertoua	Bertoua – Ngaoundere

The consultant shall carry out the following tasks for each phase:

1. The development of the road safety audit methodology, based on the creation of checklists to be used during inspections;
2. The collection and processing of data, including:
 - An accident analysis (accidentology) of the road corridors;
 - An assessment of the various road safety features, taking into account the concerns of different groups of road users;
 - The identification of safety deficiencies likely to cause accidents or compromise user safety
3. The formulation of corrective measures aimed at improving the current situation.

3. LOT DIVISION

This service is divided into two (02) lots, defined as follows:

LOT 1	LOT 2
Yaounde - Bertoua	Bertoua - Ngaoundere

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation, based on preliminary studies, is one hundred million (100,000,000) CFA francs including taxes, i.e., fifty million (50,000,000) CFA francs per lot.

N° Lot	Highways	Amount	N° Lot	Highways	Amount
1	Yaounde - Bertoua	50 000 000	2	Bertoua - Ngaoundéré	50 000 000

5. EXECUTION DEADLINE

The maximum timeframe set by the Contracting Authority for the execution of the services covered by this Call for Tenders is four (04) calendar months per lot. This period begins from the date of notification of the service order to commence the work.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Tenders is reserved for companies listed on the shortlist resulting from the Expression of Interest (EOI) No. 002/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2025 dated May 21, 2025.

• LOT 1

N°	Names of pre-qualified candidates	Adresses
1	MERDORLF SARL	Tel: 677 75 26 33/222 22 05 56 B.P: 35159 Yaoundé
2	GREENFIELD	Tel: 699 55 86 41/677 39 01 89 B.P: 35160 Yaoundé
3	WHITE DOVE	Tel: 679 28 23 86/677 53 48 06 B.P: 3774 Yaoundé

• LOT 2

N°	Names of pre-qualified candidates	Adresses
1	MERDORLF SARL	Tel: 677 75 26 33/222 22 05 56 B.P: 35159 Yaoundé

2	GREENFIELD		Tel: 699 55 86 41 / 677 39 01 89 BIP: 35160 Yaoundé
3	WHITE DOVE		Tel : 679 28 23 86 / 677 53 48 06 BIP: 3774 Yaoundé

7. FINANCING

The services covered by this Call for Tenders are financed by the Road Fund, Fiscal Year 2025.

8. SUBMISSION METHOD

The selected method of submission for this consultation is exclusively online.

9. BID BOND

Under penalty of rejection, each bidder must include with their administrative documents a bid bond in the amount of one million (1,000,000) CFA francs, all taxes included (incl. tax), per lot, duly stamped and manually signed, issued by a bank or financial institution approved by the Minister of Finance to provide guarantees in the field of public procurement. The list of such institutions is provided in Document 14 of the Tender File (DAO). The bid bond must be valid for at least thirty (30) days beyond the validity period of the bids.

Failure to submit a bid bond issued by a first-class bank or a first-tier financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue public procurement guarantees will result in outright rejection of the bid. A bid bond that does not relate to the specific consultation in question shall be considered non-compliant. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

All bid bonds must be accompanied by a receipt from the Deposit and Consignment Fund.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT

The physical tender file may be consulted free of charge at the offices of the Contracting Authority during work hours and days, at the Public Contracts Service, Office No. C120, Telephone: (237) 222 23 31 73, as from the date of publication of this notice.

It may also be consulted online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> as well as on the ARMP website: www.armp.cm.

11. ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The physical version of the Tender Document may be obtained from the Public Contracts Service, Office C120, Telephone: (237) 222 23 31 73, upon publication of the present notice, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable fee (Tender file purchase fee) of one hundred thousand (100,000) CFA francs to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender Document free of charge by downloading it from the websites mentioned above. However, submission of bids, whether physical or electronic, is subject to payment of the Tender document purchase fee.

12. File Submission

Each bid must be written in French or English.

As submission is exclusively online, the bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 11/01/2025 at 1:00 PM. A backup copy of the bid, saved on a USB flash drive or CD/DVD, the original physical version of the bid, and the receipt of online submission must also be submitted in a sealed envelope, clearly marked "Backup Copy", along with the following heading, to the Public Contracts Service within the specified deadline:

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
002/AONR/MINT/CIPM/2025 01 NOV 2025 FOR THE ROAD
SAFETY AUDIT.

FINANCING: ROAD FUND – FISCAL YEAR 2025

"To be opened only during the bid opening session"

Given that submission is online, the maximum file sizes for documents submitted via the platform as part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer
- 50 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer

Accepted file formats are as follows:

- PDF for textual documents
- JPEG for images

The bidder must use compression software as needed to reduce the file sizes before uploading.

Note: The backup copy must be distributed across three separate USB flash drives, as follows:

1st USB drive: containing the administrative documents and the technical offer

2nd USB drive: containing the financial offer

3rd USB drive: containing the reference (or sample) financial offer

13. BID ADMISSIBILITY

The other required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the originating service or by an administrative authority (Governor, Divisional Officer, or Sub-Divisional Officer), in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders.

They must be dated less than three (03) months before the bid submission deadline or must have been issued after the date of signature of the Call for Tenders Notice.

Any bid that does not comply with the requirements of this notice and the Tender Document (DAO) will be declared inadmissible.

Furthermore, the originals of the administrative, technical, and financial offers, signed and written in French or English, must be submitted in a sealed envelope to the Public Contracts Service of the Ministry of Transport no later than 12/7 NOV 2025 at 1:00 PM and must bear the following statement:

002 NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. / / AONR/MINT/CIPM/2025 of NOV 2025 FOR THE ROAD
SAFETY AUDIT.

FINANCING: ROAD FUND – FISCAL YEAR 2025

"To be opened only during the bid opening session"

In the case of a Restricted Call for Tenders (two-stage opening), it should be noted that, in addition to the required number of copies of the financial offer, the bidder must submit one copy of this financial offer in a sealed envelope to serve as a reference offer, clearly marked as such, and intended for the agency responsible for regulating Public Contracts for safekeeping. Failure to submit this reference offer will result in the rejection of the bidder's offer immediately upon the opening of bids by the Internal Tender Board.

14. BID OPENING

The opening of bids will be conducted in two stages.

The opening of the administrative and technical bids will take place on 12/7 NOV 2025 at 2:00 PM by the Internal Tender Board Commission of the Ministry of Transport, in the round building conference room of MINT.

Only the financial bids of bidders who have obtained a qualifying technical score of 80/100 will be opened on 12/7 NOV 2025 at 2:00 PM by the same Commission, in the same room, at a later date after the publication of the technical evaluation results.

Only the bidders themselves, or their duly authorized representatives (one person per bidder), may attend this bid opening session, including in the case of a consortium.

To avoid rejection, all required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the originating service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less

than three (03) months before the bid submission deadline or have been issued after the date of signature of the Call for Tenders Notice.

In case of absence or non-compliance of any administrative document during bid opening, and after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

The bids will be evaluated according to the following main criteria.

The evaluation of bids will be based on eliminatory and essential criteria.

15.1 Eliminatory Criteria

Failure to meet any eliminatory criterion will result in the rejection of the bidder's offer, including but not limited to the following cases:

1. Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
2. Failure to produce within 48 hours after bid opening any administrative document deemed non-compliant or missing (except for the bid bond);
3. Non-compliance with the required file formats for the offers;
4. False declarations, fraudulent maneuvers, or forgery of documents instead of certified copies or originals;
5. Absence of the sworn statement of no contract abandonment over the past three years;
6. Technical score below 80 points out of 100;
7. Absence of the integrity charter;
8. Absence of the social and environmental commitment declaration;
9. Absence of the reference financial offer;
10. Absence of the backup copy in case of malfunction of the COLEPS platform;
11. Absence of any element of the financial offer (submission, unit price breakdown - BPU, detailed quantity estimate - DQE, summary of unit prices - SDPU);
12. The General Conditions of Contract (CCAP) and Terms of Reference (TDR) not initialed on each page and signed on the last page with the mention "read and approved";
13. Absence of the originals of the physical offers.

1.1. Essential criteria

Nº	Criteria	score
1	Bid Presentation	05 points ;
2	Bidder's Experience	25 points
3	Understanding Reference Terms	10 points ;
4	Methodology, work Plan and planification	10 points ;
5	Competence of Key Personnel for the Assignment	30 points.
6	Logistical and Material Resources	10 points
7	Financial Capacity: 25,000,000 CFA francs and average annual turnover over the last three years	10 points
	Total	100 points

Bids that do not obtain at least 80 points out of 100 on the essential criteria will be eliminated from the rest of the procedure.

Any public official listed among a bidder's key personnel who has not submitted all documents proving their release from public service will be considered ineligible.

16. ATTRIBUTION

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer meets all the required administrative, technical, and financial qualification criteria, and whose bid is evaluated as the lowest, including any applicable discounts.

17. MAXIMUM NUMBER OF LOTS

A bidder may submit a bid for one or more lots and may be awarded more than one (01) lot.

18. BID VALIDITY

Bidders shall remain bound by their offers for ninety (90) days from the bid submission deadline.

19. DISCOUNTS

To be considered, any discounts offered must be indicated in words and figures, and must not be handwritten, on the bid submission letter.

20. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during work hours and days at the Public Contracts Service, Office No. C120, Telephone: (237) 222 23 31 73, or online via the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or through any other electronic communication means indicated by the Contracting Authority.

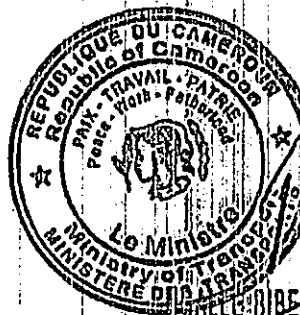
21. COMBATTING CORRUPTION AND MALPRACTICE

For any report of corrupt practices, acts, or misconduct, please contact CONAC at 1517 The Public Contracts Authority (MINMAP) by SMS or call at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or The Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) at the number:

Copies :

- MINT
- ARMP
- Chairperson -CIPM-SPI
- Noticeboard
- SMAR/archives

Done at Yaounde, on 04 NOV 2025



Par: DIBENE Jean Ernest Masséna



1902